

# LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 22 MARS 2017

## SOMMAIRE

- 1) **Macron le copieur !**
- 2) **Duo de choc**
- 3) **Il le mérite...**
- 4) **Retenir quoi du débat !**
- 5) **Un grand homme nous quitte**
- 6) **Lui aussi les doigts dans la confiture**
- 7) **Sous peine d'exclusion ils sont...**



Gérard Diez La Presse en Revue

**I ) Hollande estime que le programme de Macron est “un copier-coller du sien de 2012”**



François Hollande. Photo © Stephane ALLAMAN/SIPA

**Présidentielle.** Selon un article du magazine du Monde, François Hollande affirme en privé qu'Emmanuel Macron présente aujourd'hui un programme exactement identique à celui qu'il défendait en 2012.

François Hollande est embêté. Le président de la République ne sait pas quel candidat soutenir pour l'élection présidentielle. Le frondeur Benoît Hamon, qui a critiqué son action pendant le quinquennat, ou le traître Macron qui l'a poignardé dans le dos après qu'il l'eut propulsé sur la scène politique ? Selon un article du magazine M, en privé, l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste a fait son choix.

**“François Hollande dit que cette élection était gagnable”**

“Il ne croit pas qu'Hamon puisse présider avec le programme qu'il a” glisse un de ses proches aux journalistes du Monde. Il s'en veut, comme le confie aussi un membre du gouvernement : “François Hollande dit que cette élection était gagnable. Mais il a beau refaire le film dans tous les sens, il n'y a pas d'autres explications à sa non-candidature que ses propres erreurs”. Les journalistes ajoutent que le président se sent “bien plus en phase avec le programme d'Emmanuel Macron”, et précisent que, de l'aveu même du chef de l'Etat (qui n'est cependant pas cité), le projet du leader d'En marche! est “un copier-coller du sien de 2012”.

**VALEURS**  
ACTUELLES

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## **II) Présidentielle: Thomas Piketty et Julia Cagé, le duo éco de choc de Benoît Hamon**

**Les économistes Thomas Piketty et Julia Cagé participent à la campagne de Benoît Hamon...**



Les économistes Julia Cagé et Thomas Piketty, le 3 février 2016 à Paris. - MATTHIEU ALEXANDRE / AFP

Laure Cometti

Il y a deux mois, le revenu universel d'existence proposé par le socialiste Benoît Hamon était fustigé par son camp, jugé irréaliste et ruineux. D'un coût estimé entre 200 et 500 milliards d'euros par an par l'OFCE ou l'Institut Montaigne, l'enveloppe du RUE est passée à 35 milliards annuels. Un « régime minceur » en vue de crédibiliser le projet du candidat à la présidentielle opéré sous la houlette de l'économiste Julia Cagé, 33 ans.

Déjà en pleine campagne de la primaire socialiste, elle signait, avec d'autres chercheurs – dont son époux, l'auteur du best-seller mondial *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* (Seuil, 2013) Thomas Piketty – une tribune dans *Le Monde* en faveur d'un revenu universel « crédible et audacieux », ciblant les salariés modestes, et non « tous les Français », comme le prévoyait Benoît Hamon au début de sa campagne.

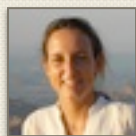
**Benoît Hamon « m'a redonné de l'espoir »**

« Si on a Thomas Piketty et Julia Cagé dans l'équipe, c'est pas pour la photo ! », lance Alexis Bachelay, reconnaissant l'influence des deux économistes sur l'évolution du projet de Benoît Hamon. « La photo, c'est pas mon truc. Je ne me



maquille jamais ! » confirme en riant Julia Cagé, qui fait partie de la vague de recrutement de chercheurs menée par le socialiste au mois de février. Elle est chargée des questions économiques et de la mission cruciale du « chiffrage ». Mais c'est un sujet télévisuel qui a amené Julia Cagé à se rapprocher de Benoît Hamon. L'économiste des médias se souvient avoir été « touchée » par le candidat à la primaire, « seul homme politique à avoir publiquement défendu iTélé ». Le contact a été établi à l'automne. « Il m'a redonné de l'espoir », dit celle qui « ne peut pas se résoudre au fait que la gauche ne soit pas au second tour » de la présidentielle.

L'enseignante à Sciences Po a l'habitude de concentrer ses cours sur le premier semestre pour se consacrer ensuite à la recherche. Cela tombe bien, entre la campagne de Benoît Hamon et ses doctorants, la voilà désormais très occupée. Et très médiatisée, alors qu'elle était parfois présentée comme « femme de ».



Julia Cagé @CageJulia  
"Epouse de Thomas Piketty, elle-même économiste"  
Merci la Lettre Audiovisuel pour le sexisme !  
Je suis économiste. <http://www.lettreaudiovisuel.com/?p=107512>

### Des points communs dans leur parcours respectif

Le penseur des inégalités et la spécialiste des médias se sont mariés en 2014. « On a des parcours assez similaires », souligne Julia Cagé. « On n'est pas des Parisiens, on a étudié à l'école publique française, on a été autonomes jeunes. On est tous les deux partis aux Etats-Unis, et on en est revenus », égrène-t-elle.

Thomas Piketty est quant à lui chargé des questions européennes et plaide notamment pour « une démocratisation de la zone euro ». « C'est la première fois que nous travaillons tous les deux sur un programme politique, et ce n'est pas désagréable... On échange énormément.

Ça empiète tellement sur votre vie privée que ce n'est pas plus mal, ça rend les choses plus faciles », sourit Julia Cagé, qui dit avoir eu « envie de s'engager par la plume, par la recherche » dès sa prépa BL à Marseille. A son arrivée à Normale sup, elle a écrit des notes pour les think tank de gauche Terra Nova et la Fondation Jean-Jaurès, comme sa sœur jumelle Agathe (conseillère au ministère de l'Education depuis 2012) qui fait aussi partie de l'équipe de campagne hamoniste.

### Le retour des intellectuels engagés ?

Thomas Piketty, de dix ans son aîné, s'est lui aussi engagé assez tôt auprès des socialistes. Dès 1995, puis pour la campagne de Ségolène Royal en 2007, et pour François Hollande en 2012 avant de prendre ses distances. « Comme Dominique Méda, il fait partie des intellectuels qui s'étaient juré de ne plus travailler avec le PS », se souvient le chercheur belge François Gemenne, qui participe aussi au projet de Benoît Hamon. Le soutien des deux économistes a permis de médiatiser le projet de Benoît Hamon, un peu « sous les radars » en pleine affaire Fillon, et de lui apporter du crédit, un bonus non négligeable alors que le candidat débatta ce lundi soir sur TF1 avec François Fillon, Marine Le Pen, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon.

20minutes.fr



### III) Cambadélis sifflé à Bercy pendant le meeting de Hamon



Jean-Christophe Cambadélis. - CHARLES PLATIAU / POOL / AFP

**Le premier secrétaire du parti socialiste, dont le soutien à Benoît Hamon est réservé, a été hué par une partie du public venu soutenir le candidat socialiste dimanche à Bercy.**

Jean-Christophe Cambadélis a été sifflé dimanche par une partie du public qui assistait au meeting de Benoît Hamon à Bercy, à l'annonce de son nom par le speaker de la salle. Le premier secrétaire du Parti socialiste, artisan majeur de la primaire de la gauche - au départ pour le compte du président sortant, a donc essuyé les huées d'une partie des 20.000 personnes présentes dans l'arène selon les organisateurs.

Dans la querelle entre Manuel Valls et Benoît Hamon, le père fondateur (avec Julien Dray) de la Belle alliance populaire a opté pour une forme de neutralité. Jeudi dernier, le patron du PS déclarait ainsi sur Radio classique: "Sous ce quinquennat, il y a eu beaucoup de manque de respect de la parole donnée, du vote des congrès et de la solidarité. Donc je ne vais pas prendre position pour l'un par rapport à l'autre."

"Je rappelle au passage", avait-il ajouté, "que Benoît Hamon a ourdi une motion de censure contre son propre gouvernement. Je ne l'ai pas condamné à l'époque. Je prends tout cela comme des analyses ou des prises de positions, mais j'estime nécessaire de se rassembler derrière le candidat socialiste". Les militants socialistes n'ont donc que peu goûté cette position ambiguë.

Jean-Vincent Placé, secrétaire d'Etat chargé de la Réforme de l'Etat, a également été sifflé par le public. Outre son soutien à Manuel Valls lors de la primaire, avant de finalement rallier Benoît Hamon, l'ancien d'EELV a estimé jeudi dernier dans Le Talk du Figaro que "le PS, dans sa forme actuelle, n'(avait) pas vocation à survivre aux législatives".

bfmtv.com



## IV) Ce qu'il faut retenir du premier débat présidentiel

Par Lénaïg Bredoux et François Bonnet

**Les trois heures d'un débat inédit entre cinq candidats à la présidentielle n'ont pas donné lieu aux feux d'artifice annoncés. Emmanuel Macron, en se positionnant au centre-droit, et Jean-Luc Mélenchon, en explicitant son programme de rupture, ont donné le rythme.**

**P**lus de trois heures de débat en direct entre les cinq principaux candidats à l'élection présidentielle. Est-ce parce que l'exercice était inédit et s'est tenu à seulement 34 jours du premier tour de l'élection présidentielle ? Les feux d'artifice, explosions, court-circuits souhaités ou annoncés par quelques commentateurs n'ont pas eu lieu. François Fillon, Benoît Hamon, Marine Le Pen, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, disposés en cercle et interrogés par deux journalistes de TF1, ont le plus souvent retenu leurs coups et parfois leurs paroles, préférant pratiquer l'esquive face à leurs adversaires.

Marine Le Pen y a gagné ce qu'elle souhaitait : une stature de « vraie » présidentiable, désormais installée dans la cour des grands et pouvant sereinement se décrire en « moi, présidente » sans crainte d'être trop interrompue par ses adversaires. Ce malaise de voir la dirigeante d'extrême droite ainsi intronisée a-t-il finalement été ressenti sur le plateau par ses adversaires ? Seuls Emmanuel Macron puis Jean-Luc Mélenchon ont assumé quelques fortes passes d'armes avec la présidente du Front national.

Le candidat d'En marche ! et celui de La France insoumise auront sans doute donné l'impression de prendre le dessus dans ce long débat qui a permis à chacun d'explicitier, parfois en détail, les principaux points de son programme. Emmanuel Macron en mettant en scène son itinéraire et sa propre personne, donnant à son « je » utilisé sans retenue la force de la « nouveauté, de l'innovation





Les cinq candidats invités par TF1 lundi 20 mars. © Reuters

pour une alternance profonde ». Jean-Luc Mélenchon a pour sa part brandi le « nous », celui d'un « peuple qui doit reprendre sa part sur la finance », et s'attachant à faire la pédagogie d'un programme déjà présenté depuis de longs mois.

Il restait dès lors peu d'espace pour François Fillon comme pour Benoît Hamon. Le candidat des Républicains a eu beau radicaliser ses propositions sur les réformes de société, l'ombre jetée des affaires (pourtant largement ignorées tout au long du débat) n'a cessé de le maintenir dans un clair-obscur, ou de rendre comme inaudibles ses divers plans chocs pour redresser une « France au bord de la faillite » et ne travaillant pas assez... Quant à Benoît Hamon, pour qui ce débat avait un enjeu tout particulier, celui de marquer avance et différence avec Jean-Luc Mélenchon, il n'a pu réussir la moindre échappée, souvent contré par Emmanuel Macron ou peinant à démarquer son programme de celui du candidat de La France insoumise.

À la première question, « Quel président voulez-vous être ? », les rôles ont été aussitôt attribués et le ton donné. Celui de la France conservatrice pour François Fillon, promettant « redressement national », assurant pouvoir faire de « la France la première puissance européenne en dix ans » et avertissant sur le premier défi à relever, « la lutte contre le totalitarisme islamique ». Jean-Luc Mélenchon l'a redit : il sera le « dernier président de la Ve République » et, en attendant qu'une assemblée constituante redessine nos institutions,

il sera un « président social, écologiste » et « un président de la paix ». Promettant de « nouveaux visages et de nouveaux usages », Emmanuel Macron a préféré rappeler son itinéraire – fonctionnaire, banquier, ministre –, son travail et son envie comme preuves de la nécessité de « dépasser les clivages anciens » et d'oublier des « partis classiques qui n'y arriveront pas ».

Marine Le Pen, pour sa part, ne « sera pas la vice-chancelière de Madame Merkel » ou la régente d'une « vague région européenne ». Et voilà les fondamentaux du FN déclinés en une minute : identité, valeurs, traditions, frontière, souveraineté nationale, indépendance... En premier écho à Emmanuel Macron, Benoît Hamon a lui aussi annoncé un « président qui tournera la page », « pour en finir avec les vieilles recettes épuisées ». Et premier écho à Jean-Luc Mélenchon, le candidat socialiste s'en est lui aussi remis au peuple, s'affirmant « libre par rapport à l'argent et aux lobbies ».

Droite-gauche, le clivage s'est bien vite retrouvé sur le premier thème abordé, l'éducation. Et on peinait à distinguer les différences entre François Fillon et Emmanuel Macron qui, tout au long de ce débat, aura pris soin de se positionner dans un espace politique qu'occupait autrefois l'UDF. Sur l'éducation, les deux hommes ont la même priorité, les « savoirs fondamentaux », le fameux lire-écrire-compter, quitte à se tromper souvent avec chiffres et pourcentages. Priorité également à l'apprentissage, pas de recrutements

d'enseignants, mais des professeurs « mieux payés », pour Fillon, « à condition d'être plus présents dans les établissements », « mieux payés » pour Macron, « 3 000 euros par mois pour ceux qui travaillent dans les zones » les plus défavorisées.

Fillon veut rétablir le port de l'uniforme. Marine Le Pen veut pour sa part « supprimer l'apprentissage des langues d'origine, revenir sur les rythmes scolaires ». Mais c'est bien sûr sur la « laïcité et la sécurité » que la candidate a fait ses gammes évoquant ces armées d'élèves et d'enseignants se rendant en classe « la peur au ventre ». « Il ne faut pas prendre l'école en otage de débats nauséabonds », lui a répondu Benoît Hamon, annonçant son intention d'embaucher 20 000 enseignants supplémentaires, d'améliorer la formation continue des professeurs et de se donner des vrais objectifs de mixité sociale dans les établissements en créant « des bassins de recrutement plus larges » et en renégociant avec l'enseignement privé la carte scolaire. Jean-Luc Mélenchon a pour sa part mis l'accent sur l'enseignement professionnel, plutôt que sur l'apprentissage.

## **Contre les contrôles d'identité au faciès**

Sur les questions de sécurité et de justice, vite abordées, c'est cette fois Marine Le Pen et François Fillon qui sont apparus les plus proches. Certes la dirigeante du FN veut construire « 40 000 places de prison », embaucher policiers et gendarmes, reconnaître « la présomption de légitime défense pour les policiers »... et rétablir « la sévérité des peines ». Mesures irréalistes, a jugé François Fillon, qui dans le même temps veut rendre obligatoires « les polices municipales armées pour les communes de plus de deux mille habitants », créant là des postes qu'il se refuse à créer dans la fonction publique nationale.... Mais chiffres mis à part, le candidat des Républicains a trouvé les mêmes accents que la dirigeante du FN pour dénoncer cette « insécurité qui n'a cessé d'augmenter ».

Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon ont chacun rappelé quelques fondamentaux de la gauche. D'abord rétablir la police de proximité supprimée par Nicolas Sarkozy, embaucher « 5 000 policiers », pour le candidat socialiste. Mais pour les deux hommes, l'essentiel est de renouer un lien abîmé entre police et population. Hamon veut lutter contre « toute forme de discrimination lors des contrôles d'identité et pour cela expérimenter le récépissé » pour enrayer les contrôles au faciès. Jean-Luc Mélenchon, soulignant qu'il existait une

autre délinquance dont on ne parle jamais – « celle des tricheurs du fisc qui nous coûte 85 milliards d'euros chaque année » –, a expliqué plus crûment qu'il y a « aujourd'hui une partie de la population qui a peur de la police ». Évoquant la mort d'Adama Traoré puis l'affaire Théo, il veut en finir avec « des méthodes qui pourrissent cette relation » police-citoyens.

Enfin, François Fillon s'est trouvé bien isolé avec sa proposition d'abaisser la majorité pénale à 16 ans. Mélenchon, Hamon et Macron ont taillé en pièces l'idée, rappelant que les juges avaient d'ores et déjà tous les moyens de procéder à des mesures de contrainte pénale à l'encontre de mineurs.

Après l'éducation, c'est aussi sur l'immigration qu'Emmanuel Macron a tenu à se distinguer de ses concurrents de gauche. Partisan d'un « renforcement de nos frontières » et de reconduites systématiques, l'ancien ministre veut aussi accélérer la procédure de demande d'asile et « la durée des recours ». Vantant cette politique « rigoureuse, ferme, coordonnée avec l'Europe », Emmanuel Macron n'aura pas eu un mot pour les plus d'un million de réfugiés venus en Europe en 2015, notant juste que la France n'avait sans doute pas pris toute sa part.

Marine Le Pen retrouvait là son terrain préféré pour brandir quelques tableaux apocalyptiques d'une Europe submergée par un « flux ininterrompu dans lequel les terroristes se sont glissés ». François Fillon répétait son choix de la mise en place de quotas, décidés chaque année par le Parlement, et dénonçait une fois encore la politique d'accueil d'Angela Merkel. « Tout cela n'est pas sérieux », rétorquait Jean-Luc Mélenchon, rappelant que « l'émigration est un exil forcé », exil provoqué par les guerres ou les désastres économiques créés également par les traités commerciaux. « La proportion d'étrangers en France est stable depuis les années 1930, arrêtons de faire du commerce électoral avec les peuples », lançait Benoît Hamon.

***Marine Le Pen interpelle Emmanuel Macron sur le burkini***

<https://youtu.be/IBDipzoI2mU>



Et puis survint dans ce débat policé entre candidats, le premier vrai accrochage entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron. Dans une de ses grandes envolées sur la « laïcité bafouée par la montée du fondamentalisme islamiste », Marine Le Pen a cru porter l'estocade en assenant qu'« Emmanuel Macron avait soutenu le burkini ». « Je ne vous fais pas parler, je n'ai pas besoin de ventriloque surtout quand vous détournez mon propos et que vous tentez de diviser la société. Le burkini n'est pas un problème religieux, c'est un problème d'ordre public », lui a rétorqué Emmanuel Macron. « Vous voulez établir une police du vêtement, créer deux catégories de Français et c'est insupportable », a renchéri Jean-Luc Mélenchon.

Quelle République et comment surmonter la crise politique et la crise de représentation ? Là encore, François Fillon et Emmanuel Macron ont énoncé des positions proches : changer de République n'est certainement pas une priorité. Fillon ne veut pas « d'aventure institutionnelle » et défend la « stabilité » des institutions. Macron estime que dans le cadre actuel, d'autres pratiques du pouvoir peuvent être mises en place. Surtout, les deux candidats estiment que les réformes économiques et sociales doivent avoir la priorité.

Jean-Luc Mélenchon estime, lui, que « notre peuple peut se refonder en refondant une Constitution ». Assemblée constituante ; référendum révocatoire des élus en cours de mandat, vote à 16 ans, vote obligatoire et reconnaissance du vote blanc, inscription dans la constitution du droit à l'IVG, du droit au « suicide assisté », « règle verte » : c'est la République sociale et écologiste que défend Mélenchon. « Nous vivons une démocratie intermittente », estime Benoît Hamon, qui propose un « 49-3 citoyen » (450 000 signataires pour que leur texte soit examiné par le Parlement), la proportionnelle avec une prime majoritaire et la moralisation de la vie publique.

### **Les affaires soigneusement évitées**

Hamon a-t-il oublié que le Front national est sous le coup de cinq enquêtes judiciaires, empêtré dans le scandale de possibles détournements de fonds européens, et dans les affaires de financement illicite de plusieurs de ses campagnes électorales ? A-t-il oublié que François Fillon vient d'être mis en examen pour détournement de fonds publics, abus de biens sociaux, etc. ? Le candidat socialiste a plutôt choisi de s'en prendre à Emmanuel Macron et à ses donateurs. L'ancien

ministre a trouvé une excellente occasion de faire la publicité de son mouvement : « 32 000 donateurs, des dons de 1 euro à 7 500 euros », le tout contrôlé et vérifié. « J'ai lancé un mouvement, n'ayant pas d'élu, nous ne touchons pas de subventions publiques, nos dons sont contrôlés et je prends l'engagement de n'être tenu par personne. »

À son pupitre, François Fillon observait l'échange l'œil brillant. Il a pu ensuite prendre l'initiative d'évoquer lui-même son affaire, de manière elliptique, et pour mieux promettre une future « transparence et moralisation » de la vie publique ! Jean-Luc Mélenchon pouvait souligner ces « pudeurs de gazelle ». « Ne nous mettez pas dans le même sac, récompensez les vertueux et sanctionnez les autres ! », lançait-il, soulignant que François Fillon et Marine Le Pen ferrailaient contre la justice. Mais ces deux candidats n'allaient plus devoir s'en expliquer. Les corruptions et les scandales qui rythment la campagne depuis des semaines, ces affaires qui constituent depuis des années le carburant de la crise démocratique étaient ainsi évacuées en quelques échanges maladroits.

L'organisation était déjà très en retard sur le planning prévu quand les candidats ont commencé à être interrogés sur le cœur de leur identité politique : les questions économiques et sociales. De fait, elles ont pour partie fait office de révélateur. C'est sur ce point que les convergences entre François Fillon et Emmanuel Macron, qui a pourtant assumé de picorer parmi ses concurrents, ont été les plus fortes. Plus tard dans la soirée, le candidat d'En Marche ! a aussi souligné qu'il était le seul, avec François Fillon, à avoir présenté « un bouclage financier » qui se « conforme à nos engagements européens », notamment en matière de déficit.

Marine Le Pen, elle, est restée longtemps silencieuse, pour mieux insister sur le « protectionnisme économique ». Jean-Luc Mélenchon a été le plus offensif à gauche, en rappelant quelques fondamentaux : politique de la demande contre la politique de l'offre, et critique de la droite. « Vous dites la même chose, les deux », a lancé le candidat de La France insoumise à l'endroit de Fillon et Macron.

De fait, le candidat de LR et celui d'En Marche !, avec des modalités différentes, sont favorables à un assouplissement du temps de travail. Fillon ne veut plus aucune référence à un temps contraint quand Macron a parlé « d'aller plus loin », en renvoyant vers des accords majoritaires dans les entreprises ou les branches. À plusieurs reprises, ils se sont heurtés à Jean-Luc Mélenchon – particulièrement offensif sur cette partie – sur la durée légale du travail ou le dialogue social. Le candidat de La France insoumise, lui, propose de régler le problème du chômage par la relance de l'activité (« remplir le carnet de commandes »), par la loi ATD Quart-Monde pour les plus pauvres, et par la défense du Code du travail.

Benoît Hamon a d'abord choisi de rester dans son couloir programmatique – il l'a fait à plusieurs reprises dans le débat au risque, parfois, de sembler décalé. Pour parler chômage, il a d'emblée évoqué son projet de revenu universel d'existence, puis sa volonté de reconnaissance des « pathologies psychiques » liées au travail. Il a enfin rappelé sa volonté de réduire le temps de travail sur la base du volontariat. Pris à partie par François Fillon, il a fini par riposter, après avoir laissé le champ libre à Mélenchon. « Laissez-nous expérimenter. Vous avez échoué gravement ! », a lancé Hamon.

Quant à Marine Le Pen, elle a d'abord semblé déstabilisée en évoquant un « débat d'ultralibéraux » – ce qui, pour Hamon et Mélenchon, n'avait à l'évidence aucun sens. Mais elle a enchaîné sur la critique de Macron et Fillon, accusés de promouvoir une « loi El Khomri puissance 1 000 », pour reprendre ses thèmes favoris, de défense du « travail des Français », et de critique des délocalisations (Whirlpool notamment), qu'elle a finalement été la seule à évoquer lors de ce débat. Systématiquement, elle est revenue sur ses thématiques fétiches, ou a évoqué plusieurs des clientèles électorales qu'elle vise. Par exemple sur la fiscalité, la candidate du Front national a surtout évoqué « les agriculteurs, les chefs d'entreprise et les indépendants ».

La proposition de Benoît Hamon sur le revenu universel, pour « augmenter le pouvoir d'achat », a été globalement critiquée par tout le monde. « C'est plus d'impôts. L'idée est belle mais elle n'est pas raisonnable », a estimé Macron, une nouvelle fois d'accord avec Fillon. Plus mesuré, Mélenchon a formulé une des rares objections à l'encontre du candidat socialiste avec qui il a noué un pacte de non-agression : « Je ne suis pas d'accord avec le revenu universel. Mais je ne veux pas polémiquer. C'est une idée brillante.

Elle a 50 000 façons d'être appliquée », a expliqué le candidat de La France insoumise, favorable à une remise à plat du système fiscal (14 tranches contre 5 actuellement).

François Fillon et Emmanuel Macron se sont aussi opposés à Marine Le Pen sur son projet de sortir de l'euro. Le candidat de LR l'a accusée d'être la « serial killer du pouvoir d'achat », et de préparer « le chaos économique et social ». Quand la représentante du FN s'est défendue en évoquant les « résultats formidables de la Grande-Bretagne », en sous-entendant qu'ils étaient liés au « Brexit », Fillon a rétorqué : « Mais ils ne sont pas sortis encore ! » Puis Macron, à propos des responsables du UKIP : « Je partage totalement ce que vient de dire M. Fillon. Ils se sont carapatés, ils sont allés se planquer. »

### **Hamon et Mélenchon s'opposent sur la Crimée**

Fillon et Macron se sont en revanche franchement opposés lors de la dernière partie du débat – à une heure très tardive – consacrée à la place de la France dans le monde. Le rapport à la Russie a cristallisé les débats, provoquant la seule passe d'armes du débat entre Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon. Quand le candidat de la France insoumise a évoqué une conférence de sécurité « de l'Atlantique à l'Oural » (une formule popularisée par de Gaulle) pour « être le président de la paix », celui du PS l'a relancé sur les « frontières » de l'Europe, notamment celles de la Crimée. « Je ne sais pas ce qu'il faut accepter », a répondu Mélenchon, refusant de condamner l'annexion du territoire ukrainien par la Russie. Une position refusée par Hamon qui a défendu « le droit international ». Les deux hommes sont également en désaccord sur la défense européenne, que le socialiste appelle de ses vœux quand l'insoumis juge que « l'Europe de la défense, c'est l'Europe de la guerre ».

Le candidat socialiste a également attaqué François Fillon sur la Syrie, qui envisage une alliance avec le président russe Vladimir Poutine et le dirigeant syrien Bachar al-Assad pour lutter contre l'État islamique. « Ça dit beaucoup du président que vous voulez être », a estimé Hamon. Le représentant de LR lui a rétorqué qu'il serait moins « interventionniste » militairement. « On n'est jamais autant intervenu depuis 25 ans que sous le mandat de François Hollande », a-t-il estimé.

C'est dans cette partie que Hamon et Macron,



pourtant très rarement d'accord, se sont trouvés des points communs. Rien d'étonnant puisque que tous deux revendiquent, sur ce point, l'héritage de François Hollande. À propos de la lutte antiterroriste, par exemple, ils ont tous deux défendu un renforcement des services de renseignement, et critiqué à mots plus ou moins couverts leur désorganisation provoquée par les réformes de Nicolas Sarkozy.

Et c'est aussi dans cette partie que les parallèles entre François Fillon et Marine Le Pen ont été les plus évidents, notamment dans leur volonté de souligner le « totalitarisme islamique » (LR), qui « pullule » sur le territoire français (FN). Une priorité qui justifie, à leurs yeux, l'alliance avec la Russie.

Les candidats ont terminé les trois heures de ce débat inédit par une rapide conclusion. Sans surprise, ils ont tous repris le cœur de leur message depuis le début de la campagne. François Fillon (LR) a défendu sa position à équidistance du FN et de tous ceux qu'il juge héritiers du quinquennat, de Macron à Mélenchon : « L'enjeu est celui d'un véritable changement de politique, entre la révolution des extrêmes et la conduite par d'autres moyens de la politique socialiste de François Hollande. » Il s'est même payé le luxe d'une allusion aux affaires sur lesquelles il n'a pas été interrogé. Reprenant sa ligne de défense, le député de Paris a jugé qu'il avait « pu commettre des erreurs », et qu'il avait « quelques défauts ». « Qui n'en a pas ? »

Benoît Hamon, plus à l'aise en fin de débat que sur les dossiers économiques, a décliné de nouveau son « vote utile », lui qui est pris en étau entre Mélenchon et Macron. « Un vote pour », sur la transition écologique, la « nouvelle protection sociale » (le revenu universel), la VI<sup>e</sup> République, ou une Europe « libérée du dogme austéritaire ».

Marine Le Pen a relancé son appel à la « liberté » des Français, face à la « mondialisation sauvage », et à l'Union européenne « qui nous brime ». Elle a redit sa proposition d'un référendum sur la sortie de l'UE.

Mélenchon, moins en verve pour conclure, a parlé de « rendre la France aux Français », libérée de « l'oligarchie » et de « la monarchie présidentielle ». Étonnamment, il a promis de vouloir « tout changer en Europe sans tout détruire », « sans agresser et sans fracasser ». Une façon de se démarquer de Marine Le Pen, qui avait parlé avant lui. « Avec la force du peuple, tout est possible. »

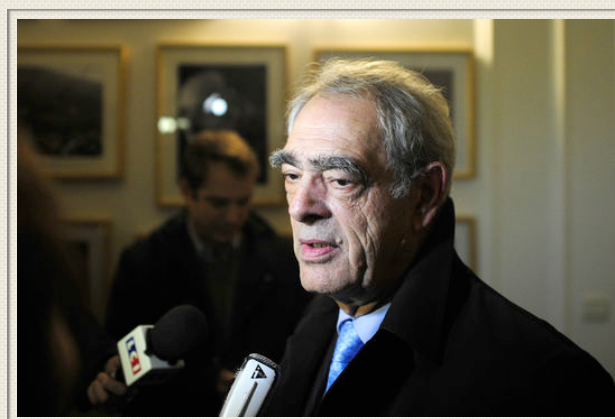
Dernier à parler – hasard du tirage au sort –, Emmanuel Macron a voulu envoyer un message « positif », alignant des formules souvent convenues, parlant par exemple de « protéger » les Français « avec une tolérance zéro, avec grand pragmatisme », avant de redire qu'il défendrait « une alternance profonde ».

[mediapart.fr](http://mediapart.fr)

## V) Henri Emmanuelli, ancien président PS de l'Assemblée nationale, est mort

**Le député socialiste et président du conseil départemental des Landes est mort à l'âge de 71 ans, a fait savoir mardi sa famille à l'Agence France-Presse.**

LE MONDE



Le député socialiste des Landes Henri Emmanuelli répond aux questions des journalistes, lors de son arrivée, le 30 novembre 2010, au siège du Parti socialiste, à Paris, avant une réunion au lendemain de l'annonce de la candidature de Ségolène Royal aux primaires pour 2012. FRED DUFOUR / AFP

L'ancien secrétaire d'Etat et ancien président PS de l'Assemblée nationale, Henri Emmanuelli, est mort à l'âge de 71 ans, a fait savoir mardi 21 mars sa famille à l'Agence France-Presse (AFP). Député socialiste, il avait décidé de ne pas se présenter pour les législatives de juin. Il était également toujours président du conseil départemental des Landes. Selon le quotidien Sud Ouest, M. Emmanuelli avait été hospitalisé

vendredi à Bayonne pour « une double bronchite infectieuse » ; le député souffrait également de neuropathie.

Ancien trésorier, ancien premier secrétaire du Parti socialiste (1994-1995) après avoir battu Dominique Strauss-Kahn, ancien président de l'Assemblée nationale (1992-1993), ancien secrétaire d'Etat chargé du budget (1983-1986), Henri Emmanuelli était un miterrandiste authentique. Hostile aux thèses « sociales-libérales », cet ancien du groupe Rothschild se voulait le gardien de la gauche du PS.

Dimanche lors de son meeting à Bercy, le candidat socialiste à l'élection présidentielle, Benoît Hamon, avait encore cité M. Emmanuelli comme l'un de ses modèles politiques.

### Soutien critique de Benoît Hamon

En 2005, au congrès du Mans, Henri Emmanuelli avait décidé de s'associer au Nouveau Parti socialiste, porté par la génération des quadras, Vincent Peillon, Arnaud Montebourg et Benoît Hamon. L'attelage ne tiendra pas, mais les liens avec Benoît Hamon perdurent. « J'entretiens avec lui une relation de très grande confiance, confiait Benoît Hamon en 2010. J'écoute ses conseils. A Reims, il m'a évité de commettre des erreurs. » Plus récemment, en janvier, alors qu'il tenait meeting dans sa circonscription de Mugron (Landes), Benoît Hamon confirmait : « C'est une personne qui a beaucoup compté dans mon histoire politique. »

M. Emmanuelli avait apporté son soutien à Benoît Hamon lors de la primaire de la gauche, bien qu'il critiquât le concept de primaires ouvertes. M. Emmanuelli avait également souligné, dans une courte déclaration à une journaliste de Sud Ouest confirmée à l'AFP, n'être « pas du tout d'accord avec son projet de revenu universel », qu'il jugeait « déresponsabilisant ».

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## VI) Bruno Le Roux aurait employé ses deux filles

Audrey Loussouarn [humanite.fr](http://humanite.fr)



### L'émission Quotidien révèle que Bruno Le Roux, actuel ministre de l'Intérieur, aurait embauché ses deux filles comme collaboratrices parlementaires sur des périodes où elles étaient déjà en stage ou en cours à l'université.

Après les révélations sur l'emploi présumé fictif de Penelope Fillon, femme du candidat de la droite, c'est au tour de Bruno Le Roux, ministre de l'Intérieur, d'être dans la tourmente pour des faits similaires. Selon une information de l'émission de TMC Quotidien, il aurait employé ses filles en CDD comme collaboratrices parlementaires, sous son mandat de député de Seine-Saint-Denis, alors qu'elles étaient lycéennes puis étudiantes. Elles auraient débuté ces missions dès l'âge de 15-16 ans, cumulant chacune quatorze et dix CDD entre 2009 et 2016, pour des revenus atteignant au total 55 000 euros, alors même qu'elles étaient sur la même période - à l'été 2013 pour l'une, vingt jours en mai 2015 pour l'autre - en stages en entreprise ou en cours à l'université.

Le ministre, interrogé par la journaliste de Quotidien, ne nie pas avoir embauché ponctuellement ses filles « sur des étés, notamment, ou des périodes de vacances scolaires ». Le député élu en Seine-Saint-Denis depuis 1997 précise cependant qu'elles n'ont « jamais (travaillée) en permanence ». « Pas d'amalgame » avec l'affaire Fillon, a-t-il asséné : « Quand il faut faire du classement, quand il faut faire un certain nombre de tâches parlementaires, je trouve que c'est une bonne école de faire ça », a insisté Bruno Le Roux. Le cabinet du ministre, rapporte Quotidien, indique quant à lui que « chaque contrat faisait l'objet de missions qui ont été



honorées puisque ces missions ont pu être effectuées en horaires renforcés avant et après le stage, et en travail à distance durant le stage (travail de rédaction, mise à jour de fichiers, recherches, etc.) et durant plusieurs jours supplémentaires à l'automne ».

Bernard Cazeneuve et Bruno Le Roux devaient initialement inaugurer vers 10h30, ce mardi, l'Institut National des Hautes Etudes de la Sécurité et de la Justice (INHESJ), à l'Ecole militaire à Paris. L'agenda pourrait être bousculé. Ce qui est sûr, c'est que le premier ministre Bernard Cazeneuve doit recevoir celui qui l'a remplacé au ministère de l'Intérieur « dans la journée », a indiqué son entourage à l'AFP.

Audrey Loussouarn

**l'Humanité**.fr

### MAIS AUSSI :

**Bruno Le Roux** justifie l'emploi de ses deux filles en CDD estivaux. Le balancier des affaires repart vers la gauche. On sait que beaucoup de députés emploient des proches. Mais si les deux filles en question n'ont pas ou peu travaillé, l'excuse ne vaut rien. La cruelle logique voudrait que le ministre cesse de l'être pour assurer sa défense. La gauche sacrifierait l'un des siens mais elle montrerait que son comportement face aux soupçons est moins cynique que celui de la droite et de l'extrême droite.

**Henri Emmanuelli** quitte la scène. C'était un homme respectable, condamné très légalement pour un système de financement irrégulier dont tous les socialistes ont profité. Il cultivait son abord rugueux, qui traduisait des convictions fortes. Il était le parrain grognon des frondeurs. Lui aussi venait de chez Rothschild, ce qui tend à prouver que la banque mène à tout. Voilà qui relativise les accusations sans cesse lancées contre Macron, portraituré en homme d'argent cosmopolite avec une insistance qui devient louche.

Laurent Joffrin



## **Bruno Le Roux démissionne, Matthias Fekl nommé à sa place**

**Le ministre de l'Intérieur est sous le coup d'une enquête préliminaire du parquet national financier concernant l'emploi de ses filles. Il est remplacé par Matthias Fekl.**

Par Thomas Leroy

**Le Roux : "J'ai adressé ma démission au président de la République"**

<http://dai.ly/x5fjucm>

La décision n'aura pas trainé. Moins de 24h après les révélations de Quotidien, le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux a adressé au président de la République sa démission, lors d'une courte allocution depuis la préfecture de Bobigny. « Je vois et j'entends le débat et les mises en causes que suscite le fait d'avoir employé mes deux filles durant leur scolarité. Ces contrats ponctuels et officiels, conformes aux règles juridiques correspondaient tous à des travaux effectivement réalisés. »

« Ces moments de travail en commun étaient importants pour moi comme ils étaient formateurs pour elles » poursuit-il. « Mais je ne veux à aucun prix que ce débat fait d'amalgames puisse porter atteinte au travail du gouvernement (...) J'ai donc adressé au président de la République ma démission » déclare-t-il, soulignant néanmoins « son honnêteté » dans cette affaire. Bruno Le Roux est actuellement visé par une enquête préliminaire du parquet national financier.

Il est remplacé par Matthias Fekl, ex-Secrétaire d'Etat chargé du Commerce extérieur.



## VII) Présidentielle : la CFDT appelle ses adhérents à ne pas voter FN, sous peine d'exclusion

Par Julien Morin, France Bleu Pays de Savoie et France Bleu



La CFDT lors d'une manifestation ©AFP - Jean-Christophe

**Dans un document de six pages diffusé à ses 800.000 adhérents, la CFDT appelle à ne pas voter Front national à la prochaine élection présidentielle. Les valeurs du syndicats sont opposés à celle du FN selon la secrétaire régionale AURA Elisabeth Le Gac, et pas question de transiger là-dessus.**

Dans un mois aura lieu le premier tour de l'élection présidentielle. Onze candidats sont sur la ligne de départ, et parmi ces onze, un particulièrement ne plaît pas à la CFDT (Confédération française démocratique du travail). Ou plutôt une. Depuis lundi, l'organisation syndicale - affilié à aucun parti ou candidat - diffuse à ses 800.000 adhérents un document de six pages les appelant à ne pas voter pour Marine Le Pen et le Front national. Un argumentaire pour "décrypter et révéler ce que cache" (ce sont les termes employés) le programme du parti d'extrême droite.

*Ce parti ne correspond absolument pas aux valeurs que nous défendons en tant qu'organisation syndicale" - Elisabeth Le Gac, secrétaire régionale CFDT en Auvergne-Rhône-Alpes*

Dans cet argumentaire, **cinq axes du programme du Front national sont critiqués** : la préférence nationale, la sortie de l'Europe et de l'Euro. La

CFDT dénonce aussi un "*parti antidémocratique*", et dont "les idées sont incompatibles avec l'émancipation des femmes". Selon Elisabeth Le Gac, c'est le rôle de la CFDT "d'être sur le terrain de la politique pour pouvoir servir les travailleurs". Elle poursuit : "nous défendons la démocratie, l'émancipation, la solidarité, le respect du droit de l'homme... le FN est un parti dangereux pour la démocratie". Contre le Front National oui, pour autant, la CFDT ne s'engage auprès d'aucun parti. Néanmoins, "on interpelle les candidats" rappelle Elisabeth Le Gac. en effet, **un questionnaire de 35 questions a été envoyé aux candidats à l'élection présidentielle** - sauf... Marine Le Pen - les réponses sont attendues d'ici la mi-avril et seront publiées sur le site de l'organisation syndicale.

*Si on a des adhérents qui sont clairement engagés au Front National ? On les exclut à ce moment là" - Elisabeth Le Gac*

Si la CFDT appelle ses adhérents à ne pas voter Front National, se pose alors la question du rapport au sein du syndicat avec d'éventuels sympathisants frontistes. "On veut débattre, échanger avec eux pour leur expliquer la problématique du Front National, explique Elisabeth Le Gac. Après, si on a en effet des adhérents qui sont clairement engagés au Front National, on discute avec eux. Mais **si ces personnes maintiennent leurs positions, oui, on exclue à ce moment là ces personnes puisqu'elles sont en complet désaccord avec les valeurs que nous défendons.**" Ils sont prévenus.



Par :  
Julien Morin France Bleu Isère



**A Suivre...  
La Presse en Revue**